

Arrêter le harcèlement entre élèves ? C'est possible !

• Les victimes de harcèlement se retrouvent dans une impasse. Pour les écoles, la gestion est difficile.

• A l'Institut de la Providence, à Wavre, on applique une méthode innovante : "No blame".

• On ne prend pas de sanctions contre le harceleur mais on forme un groupe autour de la victime.

L'école tout entière s'implique dans le projet "Ecout'Emoi"

Témoignage Annick Hovine

Devant l'Institut de la Providence, une école secondaire d'enseignement général, technique et professionnel qui accueille 1 000 élèves et 130 membres du personnel au centre de Wavre, deux ou trois retardataires pressent le pas. Dans son bureau au premier étage, la directrice des 2^e et 3^e degrés, Pascale Maljean, organise la journée.

Comme toutes les écoles, La Providence est confrontée au harcèlement entre élèves. Mais on y applique une méthode innovante: le processus "No Blame" ("Pas de sanctions"). On ne punit pas les harceleurs, mais on met en place un dispositif d'intervention pour faire cesser le harcèlement (lire ci-contre). "Les résultats sont spectaculaires!", assure Pascale Maljean.

La victime et le méchant ? Pas si vite

Ce n'était pas le cas avant. Malgré un investissement "phénoménal" en temps et en moyens humains, les résultats restaient très mitigés. Au cours de l'année scolaire

2013-2014, la nouvelle directrice est confrontée à deux élèves en grande souffrance, repliés sur eux-mêmes et toujours seuls: à la récré, en classe, à la cantine...

Des professeurs lui rapportent les remarques qui fusent : "Elle va encore pleurer" ou "Il n'a de nouveau rien compris". Et toute la classe rit. Et ça se répète. Et puis l'élève arrive en retard, s'absente sous des prétextes bizarres alors qu'avant, tout allait bien... "Avec l'éducatrice, la titulaire et des professeurs, on avait essayé de les écouter l'un et l'autre. Au

départ, on avait une image en tête: la pauvre victime d'un côté, le méchant de l'autre."

Sauf qu'après avoir entendu, à son tour, "le méchant", le tableau s'est brouillé. "Il y avait d'autres éléments présentés, d'autres élèves mis en cause... En essayant de comprendre, on s'est retrouvés dans une situation d'une complexité incroyable, se souvient la directrice. On rentrait dans une pelote de laine."

Comment en sortir ? "On a proposé à la victime de parler avec l'élève harceleur. Cela a un peu aidé..."

J'ai sanctionné le harceleur, avec des jours de renvoi."

Cahin-caha

Au final, la situation a été apaisée, mais pas résolue. "On a tenu cahin-caha jusqu'à la fin de l'année, mais l'élève harcelé n'a pas retrouvé le sourire." Et l'autre élève "victime" a quitté l'école. "On avait un sentiment d'insatisfaction. Cela avait pris beaucoup de temps et d'énergie, tout ça pour un résultat qui n'était pas à la hauteur. On se sentait démunis."

Heureux hasard: la Communauté française lançait, en janvier 2014, un appel à projets pour aider les équipes éducatives à gérer le harcèlement. La Providence est retenue. Tous les acteurs de l'école s'impliquent: élèves, enseignants, éducateurs, parents...

Au cours de l'année 2014-2015, 21 professeurs et éducateurs suivent une formation de quatre jours. L'apprentissage, à l'Université de Paix, se fait par des jeux de rôle et des mises en situation. L'équipe-pilote, baptisée "Ecout'Emoi", est prête à intervenir.

Deux nouveaux cas de harcèlement se présentent. "L'équipe s'est lancée et cela a été très positif. Le harcèlement s'est arrêté et la victime a retrouvé sa place dans le groupe dans un temps record."

Les résultats sont spectaculaires: l'élève harcelé retrouve très vite sa place dans le groupe.

Le cercle infernal de la honte

C'est un cauchemar qu'ils n'auraient jamais pu imaginer. En mars 2015, les deux enfants de 8 et 10 ans de Pierre et Françoise (prénoms d'emprunt) ont été victimes de harcèlements (discrimination et stigmatisation verbale) de la part d'une institutrice, puis de la part du directeur et enfin des autres élèves de leur classe. Et cela en toute impunité, s'indigne les parents qui ont vu un mur de l'indifférence s'ériger devant eux. Aucune suite n'a été donnée à leurs plaintes de la part de l'école, de l'inspection scolaire, du cabinet ministériel, au sein de l'évêché, ou même auprès de la police.

Le défi de la sensibilisation

La vie de famille est devenue infernale, expliquent-ils. La confiance entre le monde des adultes et celui de leurs

enfants est rompue. Ceux-ci doivent suivre un coûteux suivi psychologique et sont désormais scolarisés à la maison. Les nuits sont difficiles. Leur garçon de 8 ans, lui, a tenté à plusieurs reprises de se suicider.

C'est un sentiment de solitude extrême que l'on ressent en les écoutant. Mais aussi une stupeur. Le harcèlement, lorsque leur fils Nicolas est arrivé en se plaignant de son institutrice et des autres élèves, ils ne l'envisageaient pas.

"Le grand problème, confirme Pierre, c'est que personne n'est réellement sensibilisé au harcèlement." Et personne ne peut donc déceler les signes précurseurs qui empêcheraient de tomber dans le cercle vicieux de la honte, de la colère ou de la dépression.

Le 9 décembre dernier, prise dans une telle tempête, Laura, une jeune adolescente de Durbuy, mettait fin à ses jours.

Combattre le harcèlement en amont, via la sensibilisation, et en aval, via des dispositifs proposant des solutions globales (*voir ci-contre*) est désormais aussi le combat de Pierre et Françoise, auprès de leurs enfants.

BdO

"Sanctionner les harceleurs, ça ne sert à rien!"

No blame", c'est une technique d'intervention dont la particularité est de ne pas infliger de sanctions aux auteurs de harcèlement, explique Pascale Maljean.

Dans un premier temps, l'équipe Ecoute'Emoi entend la victime. Pas sur les faits, mais sur ce qu'elle ressent, ce qui la fait souffrir, son mal-être à l'école – les émotions ne se contestent pas. On lui propose alors de l'aider avec un groupe d'élèves, mais uniquement s'il (ou elle) est d'accord. On réunit ensuite une dizaine de jeunes – des élèves neutres, positifs et ceux avec qui c'est difficile – dans le bureau de l'éducatrice sur un temps de midi. L'élève harcelé n'est pas présent, mais on informe le groupe qu'il est au courant de la démarche.

"Des petites actions toutes simples"

"Le titulaire de la classe explique alors qu'il a un problème parce que Thérèse, disons, n'est pas bien en classe, qu'elle se sent exclue, qu'elle pleure beaucoup. Personne n'est pointé du doigt. Il ne dit pas : c'est à cause de toi ou de toi, mais propose au groupe de lui donner un coup de main", décrit la directrice.

Les élèves avancent "des actions pleines de bon sens". Exemple : "On a un travail par deux à faire pour le cours de français : je vais lui proposer de se mettre avec moi." Ou : "On prend le même bus. Je peux faire le trajet avec elle jusqu'à l'arrêt." Les harceleurs aussi proposent des choses : "Je vais peut-être arrêter de lui dire ceci" ou "Je ne vais plus lui parler".

La posture du groupe change

Une semaine plus tard, le groupe de soutien se revoit, après que les élèves ont mis en place les actions décidées. "Ce qui se passe est assez spectaculaire. Le groupe prend une tout autre posture, basculant de quelque chose de négatif à quelque chose de positif. Et l'élève en souffrance, reconnu, retrouve sa place dans le groupe", observe, convaincue, Pascale Maljean.

La méthode fonctionne même quand l'élève impliqué

comme auteur refuse – cela arrive... – de faire partie du groupe de soutien. "Chacun a pris un engagement et le harcèlement ne peut plus exister. Le harceleur arrête parce que la posture groupale a été modifiée", explique la directrice.

"Ce qui est chouette, souligne-t-elle, c'est que ce sont des petites choses toutes simples qui sont mises en action par les élèves eux-mêmes, ce qui les responsabilise et les met en valeur."

Un processus de réparation

Au départ, l'absence de sanction à l'égard des auteurs de harcèlement a pu faire rugir certains professeurs. Même les plus rétifs sont aujourd'hui convaincus. "Quand il y a une sanction, il y a quand même une vengeance après... L'élève puni estime que ce n'est pas juste, qu'il y en avait d'autres impliqués... En sanctionnant, on ajoute un élément de plus qui nourrit le processus. Le harcèlement se poursuit quand l'adulte n'est plus là. On se trompe en sanctionnant. Cela ne sert à rien", insiste Pascale Maljean.

La méthode "No Blame" s'inscrit dans un processus de réparation. "Je ne dis pas que c'est une solution miracle, mais ça marche ! On arrive à gérer une situation de harcèlement en quinze jours. On gagne un temps fou. Et pour les enseignants, qui souffraient de se sentir impuissants, c'est motivant de voir les élèves harcelés retrouver leur place en classe."

L'école garde un rôle éducatif capital que la société ne remplit plus, ajoute-t-elle. "Quand on y réfléchit, la classe est le seul lieu où les jeunes sont obligés d'être, physiquement, en présence d'autres qu'ils n'ont pas choisis et de passer leurs journées ensemble. Et un lieu où on leur impose des règles et des contraintes. Alors qu'ils ont chacun – et moi aussi ! – un GSM et un ordi et sont habitués à faire ce qu'ils veulent quand ils veulent. Alors, oui, c'est parfois difficile d'attendre son tour. A l'école, le vivre ensemble, c'est un des apprentissages obligés."

An.H.

Épingle

Un fléau répandu

Définition. C'est à son intention, celle de nuire, à sa répétition, et à la disproportion des forces qu'il induit que l'on reconnaît le harcèlement. Celui-ci, néanmoins, prend des formes diverses. Il peut être verbal (insultes, moqueries, rumeurs...), corporel, matériel (vol ou racket), relationnel (exclusion ou rejet), ou même électronique,

notamment à travers les réseaux sociaux.

Chiffres. Sous ses différentes formes, le harcèlement, parfois sous-estimé, est loin d'être marginal. Selon des chiffres repris par le ministère de l'Éducation, il toucherait un élève sur trois.

Plan. En septembre 2015, la ministre de l'Éducation Joëlle Milquet (CDH) lançait un plan de "prévention et de prise en charge du harcèlement" en milieu scolaire. Un volet était dédié à la

sensibilisation et à la prévention (à travers une plate-forme et un dépliant), un autre à la prise en charge (à travers un numéro d'assistance écoles, le 0800.02410). L'aspect le plus important de ce plan était la proposition faite aux écoles de bénéficier d'un dispositif de prévention et de prise en charge imaginé par l'université de Mons. A ce jour, près de 200 écoles francophones ont signé pour suivre ce dispositif. **BdO**